

Google vent debout contre les cyber-raids du FBI partout dans le monde

Depuis plusieurs mois, le Bureau fédéral d'investigation (FBI) milite pour obtenir [une extension de ses prérogatives](#). Le Département américain de la Justice propose lui-même d'amender la **règle 41** du code fédéral de procédure pénale autorisant les juges à délivrer des mandats de perquisition uniquement dans leur district judiciaire. **Google**, qui cherche à conserver la confiance d'utilisateurs déjà échaudés par [l'affaire des écoutes de la NSA](#) (National Security Agency), s'y oppose fermement.

Accès aux données privées et aux secrets commerciaux

Dans [un document](#) du 13 février 2015 pour le comité consultatif de la Conférence judiciaire des États-Unis, Google déclare que ce texte se traduirait par une extension disproportionnée des pouvoirs de perquisition du FBI et soulèverait « *des questions constitutionnelles, juridiques et géopolitiques énormes et complexes* ». Il revient au Congrès d'en décider. Le spécialiste de la recherche et de la publicité en ligne ajoute qu'une telle modification permettrait au FBI d'effectuer des « *raids* » secrets sur tous les serveurs, indépendamment de leur localisation sur la planète. Les États-Unis auraient alors un accès global à l'information privée.

Google s'inquiète plus particulièrement de la volonté du FBI de surveiller « *à distance* » les terminaux ayant dissimulé leur emplacement par le biais du **chiffrement** ou utilisant le réseau « *anonyme* » **Tor**. Et redoute [l'impact économique](#) d'une surveillance massive d'État.

Facebook aussi étale sa réticence vis-à-vis des initiatives du gouvernement américain. Le réseau social vient de lancer une [plateforme B2B d'échange d'informations](#) de sécurité ([ThreatExchange](#)), mais hésiterait encore à associer l'administration américaine au projet. Et ce faute de garanties quant à l'utilisation de données clients lors d'investigations... Rappelons que, la semaine dernière, le président américain **Barack Obama**, au cours d'un sommet consacré à la cybersécurité, invité les entreprises à partager des informations sur les cybermenaces avec le gouvernement US.

Lire aussi :

[Cybermenaces : Obama demande la coopération des entreprises... malgré la NSA](#)

[Accès aux données Cloud hors US : Microsoft sous la pression du FBI](#)

[Le FBI veut imposer une backdoor légale à Apple et Google](#)

crédit photo © spiber.de / Shutterstock